

***la nouvelle* ACTION FRANÇAISE**

**le p.c. :
un parti
comme
un autre ?**

proche-orient

**entretien avec
philippe
de saint-robert**

lazare

**malraux
aux portes
de la mort**

le tri postal

La dernière relation sur la situation aux P et T publiée dans la N.A.F. (1) était due au groupe N.A.F. du Mans ; puisque le principal informateur et instigateur de l'enquête venait de travailler deux mois au centre de tri « Le Mans-Gare » en qualité d'auxiliaire, des militants nacistes crurent bon de rapporter les

premières impressions de leur camarade, d'autant plus qu'une situation déjà très tendue pouvait faire croire à quelque imminente action de revendication accompagnée d'arrêts du travail et d'occupation des centres. Il aura fallu malgré tout attendre deux ans avant que n'éclate une grève dure et prolongée d'abord démarrée au centre de tri de Lyon puis étendue à tout le pays.

Allait être relancé l'immense problème de l'auxiliariat, dont nous disions qu'il était pour les travailleurs du tri, l'anti-chambre du chômage : 80 000 auxiliaires voici trois ans, 93 000 aujourd'hui. Des salaires de misère : en 67, le salaire d'un auxiliaire était de 22 % en sus du s.m.i.g., il est aujourd'hui tombé à 4 % en sus du s.m.i.c. Et nous rappelions dans un précédent numéro que « 70 % du personnel des P et T appartenait aux catégories C et D, les moins rémunérées de la fonction publique » (2).

Aucune garantie d'emploi puisque les auxiliaires ne sont pas destinés à la titularisation qui leur conférerait le statut de fonctionnaire. Aussi les syndicats hésitent à s'appuyer sur une base aussi mobile et dispersée. Et puis les agents d'exploitation — titulaires — n'ont guère intérêt à laisser éclater au grand jour la colère des auxiliaires. Une infinité d'échelons,

de graduations dans la hiérarchie tient l'auxiliaire sous la surveillance de petits chefs qui travaillent aux mêmes postes, devant les mêmes casiers.

Conditions de travail éprouvantes : il y a des jours terribles, comme le jeudi quand affluent les colis expédiés par **La Redoute** ou **Les Trois Suisses** au transit (c'est l'occasion de mâcher des volumes de poussières) ou les tracts publicitaires expédiés par des sociétés d'édition et affranchis au tarif consenti aux organes de presse. La chaîne des sacs postaux comme le tapis roulant font un bruit d'enfer dans les sous-sols du centre de tri à proximité de la gare.

Qu'un auxiliaire qui travaille depuis dix ans dans un centre de tri ait l'impression de s'être fait posséder quand son employeur lui verse un salaire qui n'atteint pas deux mille francs, n'étonnera personne. On trouve des « démons » à des prix plus élevés. Il fallait un exorciste de la taille de M. Chirac pour s'offusquer de la colère de ceux que l'Etat-Patron dépouille.

Philippe DELAROCHE

(1) N.A.F. n° 93 du 7 février 1973.

(2) N.A.F. n° 82 du 22 novembre 1972.

l'affaire "nouvelle école"

« Serons-nous les seuls face au racisme biologique ? » titrait un article de la N.A.F. du 27 décembre 1973 au moment même où nous publions le dossier de « l'Affaire Nouvelle Ecole ». Nos lecteurs se souviennent de la vigoureuse campagne que nous avons menée contre les idées propagées par le groupe GRECE et la revue **Nouvelle Ecole** (1). Nous étions, à l'époque, presque les seuls à dénoncer les tenants du racisme scientifique et du réalisme biologique, à l'exception du **Canard Enchaîné** (2) et de **La Croix** (3) qui avaient fait écho à notre campagne.

Depuis lors de nombreux organes de presse sont venus nous aider dans notre combat. Nous invitons nos lecteurs à s'y reporter :

- **Le Quotidien du médecin** du 19-11-73 « Nietzsche contre Freud », par Charles Rey-mond.

- **Combat** du 27-12-73 « La délivrance par la mort », par G. Sallerant qui a donné lieu à une polémique dans les colonnes de ce quotidien (articles de Roger Lemoine le 10-1-74, d'Alain de Benoist du 21-1-74 et d'Yvan Aumont le 20-2-74).

- **Le Point** du 1-4-74 « Avortement : au nom de la race », par Jean-Marie Pontaut.

- **Le Patriote Résistant** de juin 1974 « Racisme : de la pratique à la théorie », par Louis-Martin Chauffier.

- **L'Aurore** du 26-9-74 « Les fourriers de la croix gammée », par le Père Lelong.

- **Le Droit de Vivre** d'octobre 1974 « La Race des Seigneurs ».

- **L'Unité** du 1-11-74 « L'Esprit Viking », par Dominique Metz.

Mais les travaux les plus intéressants et les plus complets ont été fournis par le G.A.R.A.H. (4). Tout d'abord une plaquette « Morituri, ceux qui doivent mourir » parue au printemps 1974 (5) faisant le point sur **Nouvelle Ecole** et ses théories, puis tout récemment paru un livre, « Le choc du passé » (6), dont Gérard Leclerc donne ci-contre la critique.

Sur le plan judiciaire **Nouvelle Ecole** avait intenté contre nous un procès en diffamation dont nous avons publié le jugement de première instance (7). Ce jugement vient d'être réformé sur trois points par la première chambre de la Cour d'Appel de Paris le 30-10-74, nous condamnant à 5 000 F de dommages et intérêts et aux dépens. Nous ne commenterons

pas ici cet arrêt, nous en remettons à la décision de la Cour de Cassation devant laquelle nous nous pourvoyons.

Quoi qu'il en soit nous savons aujourd'hui que nous ne sommes plus les seuls à lutter contre ceux que nous avons appelés « les nouveaux barbares » !

Yvan AUMONT

(1) Voir N.A.F. n° 86 à 91.

(2) **Canard Enchaîné** du 22 décembre 1972, « Une officine nazie à Paris ? », par Dominique Durand.

(3) **La Croix** du 14 décembre 1973, « Eugénisme », par Pierre Limagne.

(4) G.A.R.A.H. Groupe d'Action et de Recherche pour l'Avenir de l'Homme. B.P. 54, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

(5) **Morituri**, plaquette de 76 pages, en vente à nos bureaux, 10 F. franco.

(6) **Le choc du passé** par Georges Naughton, en vente à nos bureaux, 15 F. franco.

(7) Voir N.A.F. n° 112 du 20 juin 1973.

le choc du passé (1)

Il y a quelques semaines, clôturant le colloque « biologie et société » à la Sorbonne, M. Giscard d'Estaing affirmait la nécessité d'une nouvelle morale de l'espèce. De tels propos ne pouvaient qu'inquiéter les gens avertis de projets de « morale scientifique », dont les participants n'avaient cessé de se faire l'écho. Eugène Ionesco devait d'ailleurs jeter à ce propos un cri d'alarme (cf. notre dernier numéro). Nouvelle morale ? Ses grands prêtres, ses canonistes ne sauraient être que des savants définissant les caractéristiques d'une espèce se développant dans le sens de la qualité. Les concepts de sélection biologique, d'eugénisme, d'avortement, retrouvent dans ce contexte une nouvelle fortune. Trente ans après, de vieux démons sont-ils en train de renaître ?

On est d'autant plus fondé à se poser la question que des journalistes ont établi des liens entre les diverses organisations qui aujourd'hui dans le monde se font les propagandistes d'une planification autoritaire de la vie et les hommes derrière Hitler, qui définissaient en Allemagne et dans divers pays les principes d'une politique eugéniste aux beaux temps du nazisme. Parfois, ce sont les mêmes hommes...

Tout cela, un livre récent qui devrait connaître un vif retentissement, **le choc du passé** de Georges Naughton, l'établit à partir d'un dossier impressionnant. Quelles sont les vraies raisons du catastrophisme affiché par beaucoup face à la croissance démographique ? de cette crainte d'une dégénérescence génétique de l'espèce ? de cette croisade insensée pour l'avortement ?

G. Naughton nous les livre en nous avertissant du but où tant d'organismes, de conférences, de politiques convergent : la création d'un super-Etat maître absolu de la vie, détenant des pouvoirs exorbitants de vie et de mort. Ce qui explique l'angoisse du président Pompidou : « **Le fascisme n'est pas si improbable** » ou l'avertissement de Maurice Clavel : « **Le gouffre des nouveaux nés de Sparte ou les haras des nazis ne sont pas loin** ».

Le rôle joué en France dans la propagation des thèmes eugénistes par la revue **Nouvelle Ecole** et l'association G.R.E.C.E. sont bien mis en lumière. Une raison de plus pour lire et propager ce dossier dont nous reparlerons.

Gérard LECLERC

(1) Edité par le G.A.R.A.H. en vente à nos bureaux franco 15 F.

EDITORIAL

« L'évolution de l'emploi est, elle, aussi satisfaisante que possible. En cette période de l'année, alors que de nombreux jeunes commencent à rechercher un premier emploi, nous n'enregistrons qu'une légère augmentation des demandes d'emploi non satisfaites ». Qui parle ainsi, avec autant d'assurance que d'optimisme ? M. Fourcade, ministre des Finances, dans un entretien accordé au Point le 26 août dernier.

ON LICENCIE

Sans doute aurait-il mieux fait de se taire, ou d'employer les phrases redondantes et apaisantes dont les politiciens ont le secret. Car on atteignait, à la fin octobre, le chiffre brut de 600 000 demandes d'emploi non satisfaites. Ce qui représente, compte tenu des variations saisonnières, une augmentation de 11,99 % du taux de chômage. Et l'annonce de licenciements chez Citroën montre que le mouvement n'a pas atteint son point culminant. D'ailleurs, ne prévoit-on pas que la France comptera 800 000 chômeurs à la fin de l'année ?

M. Fourcade semble prendre conscience de la situation puisqu'il expliquait récemment, au Sénat, qu'il était nécessaire de « contrôler » ce mouvement de « détente sur le marché de l'emploi ». Simple « détente » alors que nous n'avions rien connu de tel depuis 1945 ? En réalité, M. Fourcade ne parviendra pas à cacher l'ampleur de son échec par des mots anodins. Car l'échec est global puisque, maintenant, nous subissons à la fois l'inflation et le chômage. Qui donc parlait de « refroidissement de l'économie » ? Qui donc annonçait un « coup de frein » décisif sur les prix ? Michel Debré remarquait ces jours-ci que le taux d'inflation pour l'année 1974 serait de 16 ou 17 % au lieu des 18 % prévus. 600 000 chômeurs — et combien de faillites — pour un aussi faible résultat ? En comparant les déclarations et les plans établis au début de l'été, on mesure la faillite de la politique économique d'un gouvernement à qui l'on prêtait si généreusement la compétence et le dynamisme.

LA POLITIQUE DU PIRE

Personne n'aime reconnaître ses erreurs et ses carences. On préfère chercher des causes extérieures, évoquer la force des choses, le caractère implacable du destin. Dans le gouvernement Giscard, on préfère dénoncer la malignité des représentants de l'opposition et des syndicalistes, désignés comme saboteurs de l'économie, démolisseurs de la nation et conspirateurs acharnés à détruire l'Etat. Remontés des profondeurs élyséennes, répercutés par Chirac et par son porte-parole François Brigneau, puis par un Fourcade qui fait semblant de croire qu'on en veut à son budget, de tels mots seraient comiques s'ils ne révélaient la volonté de pratiquer la politique du pire.

La fermeté et le calme des syndicats ont permis d'éviter une dramatisation qui aurait servi les intérêts du pouvoir à la recherche d'un assentiment populaire de plus en plus hypothétique. Voilà donc M. Chirac évoquant des négociations dans la fonction publique et des consultations pour la « sauvegarde de

l'emploi » avec ceux-là même qu'il qualifiait de « démolisseurs » quelques jours auparavant.

ON LIQUIDE

Mais ni les déclarations hystériques ni les promesses vagues ne parviendront à masquer le bilan négatif des six premiers mois de giscardisme : incapable d'enrayer le développement de la crise économique, le régime semble négliger (par mollesse, par bêtise ou par volonté ?) les secteurs de pointe grâce auxquels la France possède des atouts considérables.

Voici que, par maladresse, M. Giscard d'Estaing laisse se répandre une note confidentielle qui met en cause notre production aéronautique militaire. Voici, par inadvertance, que le ministre de l'Industrie critique publiquement la Compagnie Internationale pour l'Informatique — gênant par là même les efforts de cette entreprise — tandis qu'on prête avec insistance au gouvernement l'intention d'abandonner le secteur électronique aux Américains. Des avions invendables, un secteur essentiel vendu, voilà qui coïncide mal — ou peut-être trop bien — avec le « gaullisme » soudain affiché par le Président de la République.

LE PRESIDENT S'AMUSE

Tout ceci ne semble guère affecter M. Giscard d'Estaing qui, sans doute parce qu'il considère l'Elysée comme un simple bureau, s'en échappe seul des nuits entières. On le sait, on le dit et on en rit dans toutes les salles de rédactions. Mais l'inquiétant est que, comme l'écrit Claude Angeli dans *Le Canard Enchaîné*, le Président emporte avec lui le code atomique, risque d'être victime d'un mauvais coup et ne travaille guère le jour sans doute à cause de ses activités de noctambule.

Ainsi va l'Etat. Il s'effondrera un jour dans le déshonneur, dans la banqueroute, ou dans la violence. Les giscardiens honnêtes ont-ils voulu cela ?

Bertrand RENOUVIN



bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

entretien avec philippe de saint

N.A.F. — Quelle est la situation au Proche-Orient un an après la guerre d'octobre ?

Ph. S.-R. — Il est difficile de faire un bilan politique et diplomatique depuis la guerre d'octobre 1973, parce qu'au fond nous ne savons pas encore très exactement quels ont été les motifs profonds de cette guerre. Faut-il y voir le machiavélisme de la politique de Kissinger, alors à son apogée, et qui aurait été de laisser faire les Egyptiens ou de les pousser sciemment afin de débloquent une situation que tout le monde voyait figée, et cela pour mieux pouvoir ensuite prendre son bâton de faux pèlerin et se faire le diable *ex machina* non certes de la paix, mais des illusions qui ont pu naître alors sur les possibilités réelles de conclure des « arrangements » entre les Etats arabes et Israël ? On a eu en tout cas l'impression, dans cette guerre, qu'il y avait eu une action un peu convenue, d'où les uns et autres ont tiré et propagé l'idée que les Arabes lavaient leur honneur, sans être vraiment victorieux pour autant, et qu'ils pourraient ainsi discuter sur un pied nouveau avec Israël.

Mais la politique des « arrangements », voulue par Kissinger, si elle a conduit au rétablissement spectaculaire des relations diplomatiques et économiques entre les Etats-Unis et l'Egypte, et à une rupture non moins sensible entre Le Caire et Moscou, s'est bien vite usée. La conférence de Genève, qui devait la faire aboutir, n'a toujours pas eu lieu, et on ne la voit pas venir. Cela est aussi dû à ce que la puissance de Kissinger décline du fait que cet apprenti-Metternich a perdu son semblant d'empereur. Le président Nixon est parti — sous la pression du « lobby » sioniste, pensent le roi Fayçal et peut-être le président Sadate (et il est indéniable que les journaux qui ont lancé la campagne de sa destitution appartiennent à ce trop célèbre « lobby »). Il n'est pas très intéressant de porter un jugement sur Nixon mais, compte tenu de ce qu'on sait des mœurs politiques américaines, faites de canailleries entrecoupées de psychodrames, l'affaire du Watergate n'était pas si terrible... En tout cas, Ford a remplacé Nixon, et, outre qu'il est connu pour son sionisme passionnel, il vient de subir une défaite électorale retentissante qui le prive d'une grande part de son libre arbitre à l'endroit du Congrès — lequel est, si possible, encore plus sioniste que lui. Alors, les promenades que Kissinger fait maintenant au Proche-Orient sont des plus moroses...

N.A.F. — On parle de plus en plus de l'éventualité d'un cinquième conflit, et d'une offensive préventive d'Israël.

Ph. S.-R. — Toute les conditions semblent réunies, comme en 1967. Israël se trouve

soumis à un blocus diplomatique qui ne peut qu'attiser en son sein la fièvre obsessionnelle : cela, par le seul fait que les Palestiniens ont un peu retrouvé, dans le concert des nations, la place dont ils avaient été expulsés *manu militari* le 14 mai 1948. Les Palestiniens constituent désormais pour Tel Aviv une menace extérieure à la fois insaisissable et reconnue, qu'il ne lui sera plus possible de qualifier de terrorisme. A quoi se joignent les problèmes intérieurs que vous savez : banqueroute financière, économie de guerre dépourvue de ressources propres et donc entièrement assujettie à l'aide américaine, nouveau tarissement de l'immigration et pression accrue à l'émigration.

Le gouvernement de Mme Golda Meir porte une responsabilité considérable dans l'état des choses. Les Israéliens disent comme d'habitude qu'ils ne veulent rien négocier sous la menace, mais on est bien obligé de constater que lorsqu'ils se sont trouvés en situation de force et de victoire, ils n'ont rien négocié non plus, ne voulant en fait même pas rendre ce qui les embarrasse le plus (la Cisjordanie, par exemple, au sujet de laquelle ils auraient très bien pu s'entendre avec Hussein comme ils s'étaient entendus avec son grand-père).

La fatalité de la guerre de 1967, telle que le général de Gaulle en avait averti Abba Eban, se réalise point par point, inexorablement. La guerre engendre la guerre, puisque la paranoïa israélienne ne parvient ni à se définir ni à se fixer un terme. Le seul moyen d'en sortir apparemment, c'est encore un conflit, toujours plus absurde et plus inutile. J'ai sous les yeux ce que Yasser Arrafat a dit en septembre à un envoyé de *Témoignage Chrétien* : il donne à ce sujet des éléments très inquiétants. Il cite d'abord la mise à l'écart du général Tal qui, dans une déclaration, montrait qu'Israël, n'ayant plus la possibilité de dominer les Arabes par le moyen des armes classiques, n'avait plus que deux solutions : utiliser l'arme atomique ou établir une coexistence avec les Arabes, ce qui implique désormais de négocier avec les Palestiniens. Ensuite, Arrafat citait l'accentuation de la répression dans les territoires occupés : on en a vu l'effet ces jours derniers. Enfin, l'affaire Capucci, naturellement minimisée par la presse française, est très grave : je ne connais pas Mgr Capucci, mais lorsque je me suis moi-même rendu à Amman, tous les évêques exilés que j'ai pu y rencontrer m'avaient signifié que la répression israélienne touchait aussi bien les Eglises chrétiennes, et que les Arabes qui appartenaient à ces Eglises étaient systématiquement chassés de leurs villages (de Bethléem, notamment).

N.A.F. — Les Etats-Unis n'envisagent-ils

pas une intervention directe dans cette région du monde ?

Ph. S.-R. — Si, et il faut bien voir que les prétendues menaces dirigées contre Israël pourraient constituer un merveilleux alibi à une intervention dont le but principal serait de contrôler militairement les puits de pétrole de l'Arabie, des Emirats, ou de la Libye... Je souhaite aux Américains bien du plaisir. Les puits sauteraient, les oléoducs seraient détruits : mais c'est peut-être ce qu'ils souhaitent, afin de réduire l'Europe à toute extrémité de servitude et de dépendance. Les Américains pourraient enfin tenir avec eux seuls le dialogue du producteur et du consommateur...

N.A.F. — Que pensez-vous de la politique menée par le gouvernement français actuellement ?

Ph. S.-R. — Il est certain que la politique menée en ce moment peut surprendre dans la mesure où ce que l'on savait des inclinations personnelles du chef de l'Etat et de son entourage aurait pu conduire à un revirement de la politique de la France au Proche-Orient. Il est toujours intéressant de voir la droite ultramontaine découvrir les réalités nationales. En fait, le gouvernement n'a aucune envie de perdre, par sottise partisane, l'acquis des gouvernements précédents. La France tire aujourd'hui parti des positions prises par le général de Gaulle et Georges Pompidou, et Raymond Aron est notoirement malhonnête d'affirmer le contraire. Par exemple, nous avons, depuis la visite de Saddam Hussein à Paris en juin 1972, des accords préférentiels avec l'Irak, où la Compagnie française des pétroles est de plus la seule compagnie étrangère à n'avoir pas été nationalisée. Il est vrai que Raymond Aron n'a jamais raconté que ce qui l'arrangeait. Il participe en tout de cette vaste et scandaleuse campagne de presse que le gouvernement laisse s'étendre, et qui consiste à faire des pays arabes les boucs-émissaires de nos difficultés actuelles, lesquelles pourtant trouvent plus de cause dans le désordre du système monétaire international tel qu'il est entretenu par les Américains, aux fins de leur hégémonie...

N.A.F. — Valéry Giscard d'Estaing semble cependant être allé plus loin que ses prédécesseurs ?

Ph. S.-R. — L'actuel président de la République a suivi son prédécesseur, qui en 1969 avait été le premier chef d'Etat occidental à parler publiquement de « l'existence et des droits des populations palestiniennes ». Il est vrai qu'il a même été aparemment

-robert

plus loin en avertissant l'Etat d'Israël qu'une cinquième guerre ne le protégerait pas des plus graves conséquences, mais au contraire avancerait peut-être le jour où ses adversaires pourraient enfin l'atteindre dans ses œuvres vives, et cela de son propre fait.

En reconnaissant que la question ne peut plus être résolue qu'en tenant compte des Palestiniens et de ceux qui les représentent, la France semble une fois de plus marcher sur les brisées américaines. Mais on peut aussi se demander, comme le fait Michel Jobert, si la diplomatie américaine, embarquée à l'endroit de sa propre opinion publique, ne joue pas actuellement une carte palestinienne par l'interposition d'un pays européen qui pourrait bien être la France... D'ailleurs, Sauvagnargues ne cesse de se vanter de faire la politique américaine. Déjà, dans l'affaire chypriote, il donnait comme preuve de son efficacité le fait qu'il donnait des coups de téléphone tous les soirs à Kissinger. Mais Sauvagnargues n'a pas de chance, puisque le même Kissinger aurait déclaré il y a quelques jours qu'au moins, du temps de Michel Jobert, il avait quelqu'un d'intelligent en face de lui... Ce n'est guère flatteur. Aussi vous savez que la dernière astuce du gouvernement est de vouloir mettre Olivier Guichard au quai d'Orsay : il fait figure de « gaulliste historique » et, de plus, ce qu'il appelle lui-même son « anti-communisme primaire » garantit son parfait conformisme atlantique. Sa présence à ce poste permettrait donc un dérapage plus facile et plus subtil.

N.A.F. — N'y a-t-il pas eu un changement pourtant par rapport à la politique précédente avec la levée de l'embargo ?

Ph. S.-R. — C'est en effet une mesure importante, mais elle est dans la ligne et serait de toute façon intervenue. Pour ma part je l'avais recommandée à maintes reprises au président Pompidou. On peut du reste remarquer que cet embargo, dont les Israéliens faisaient une maladie, les a rendus plus malades encore le jour où nous l'avons levé. C'est que, d'une sanction qu'il était à leur endroit, il avait fini par nous empêcher d'aider certains pays arabes dits du champ de bataille, à se défendre, et les avait de ce fait abandonnés aux manigances des deux hégémonies.

Voyez-vous, nous assistons aujourd'hui à une démonstration d'importance : il n'y a, pour la France, qu'une seule politique extérieure possible. Ceux-là même qui hier la critiquaient, on les voit aujourd'hui qui tentent, tant bien que mal, de la récupérer. Il n'y a que cette politique qui soit possible, ou bien la France sera administrée par la fameuse commission américaine siégeant à Bruxelles, et que Paul Valéry croyait peut-être à tort fatale...

le reflux des frontaliers ?

Les étrangers travaillant en Suisse ne seront pas expulsés. Le 20 octobre dernier, par référendum, les deux tiers des Suisses ont dit **non** aux propositions de l'**Action Nationale**. Après plusieurs semaines d'inquiétude, les 500 000 étrangers concernés (sur 1,6 million) respirent. Mais pour combien de temps ?

A l'origine de ce refus massif, un gigantesque malentendu. Les termes mal choisis de l'initiative et l'exploitation habile mais facile qui en a été faite par les puissances industrielles et financières helvétiques laissaient entendre que les Suisses devaient finalement choisir entre leur prospérité économique et l'expulsion des étrangers. Il a été aisé d'expliquer aux Suisses que s'ils perdaient ceux-ci, celle-là s'éteindrait du même coup. L'argument a pesé, d'autant que les grands intérêts économiques ont tout fait pour accréditer cette thèse au point que la conception suisse de la démocratie, si respectée et quasi-patriarcale, en a pris un sacré coup. A Bâle, aucun journal n'a publié les prises de position des partisans de l'expulsion.

Mais il ne faut pas se leurrer. La « victoire du bon sens » ne vole que d'une seule aile. Le vieux sentiment xénophobe des Suisses, accentué par la présence de 27 % d'étrangers sur le territoire national, reste très vivace. Ce sont les villes et les quartiers ouvriers qui ont voté le plus nombreux

en faveur de l'expulsion. Il faudra peu de choses pour renverser la balance. Une campagne moins maladroite des partisans du retrait des étrangers (qui préparent déjà un autre référendum, le troisième, plus souple dans ses exigences), la crétinisation des thèmes idéologiques qui demandent le blocage de la croissance économique et démographique, et qui correspondent très bien d'ailleurs aux racines du peuple helvétique, l'apparition d'une récession économique et du chômage, autant d'éléments susceptibles de provoquer le déclenchement du processus.

Les premiers signes de récession pointent déjà à l'horizon. Des secteurs comme le bâtiment commencent à licencier. Nul ne peut encore dire si cela aura un effet boule de neige. L'inquiétude gagne les milieux frontaliers : ils sentent qu'il seront les premiers visés en cas de licenciements et par ailleurs aucune perspective d'embauche n'est possible dans les environs de leur commune française de résidence.

90 000 frontaliers français seront directement et à court terme menacés dans leur vie de tous les jours, victimes du mythe de la fraternité européenne par brassage général. Faudra-t-il donc en toutes choses attendre l'échec ou la défaite pour se révolter ? Ne peut-on prendre les devants ?

Bernard ROEMER

d'un
coin
à
l'autre

C'est à la pointe de son scalpel, aussi curieux qu'incisif, que le docteur Simon Kessler a examiné les divers mouvements frontaliers d'Europe. Président du Comité National des Frontaliers de France, M. Kessler, qui nous a fait à plusieurs reprises l'amitié de participer à nos débats, vient de publier son second livre. Le premier, paru en 1970, avait été consacré à une étude économique et sociologique du frontalier du sud de l'Alsace.

Cette fois-ci ce sont les effets méconnus de la perméabilité croissante des frontières d'Europe qui ont été mises en lumière, notamment le facteur humain : « **de l'hétérogénéité des régions frontalières, il n'a été retenu que l'élément commun à ces lieux, le travailleur frontalier** » précise le préambule.

Par sa démarche et son style, l'ouvrage se rapproche d'une thèse universitaire. Même souci de rigueur et d'exactitude, même soin apporté au traitement des nombreuses sources. Avec tout de même, cela étant certainement voulu, un manque de « hauteur », l'absence d'un fil conducteur puissant reliant les divers chapitres dans une démonstration convergente. M. Kessler, médecin, s'est arrêté à son diagnostic lucide et sans nulle concession. Curiosité peut-être, souci politique sans doute, nous aurions aimé tout de même connaître la thérapeutique souhaitable et les médicaments à prescrire. Ce n'était certes pas l'objet d'un tel livre. Cela vaudrait bien qu'on lui en consacre un suivant. A bientôt, M. Kessler !

« D'un coin à l'autre », les frontaliers en Europe. Simon Kessler. La Pensée Universelle. 37 F.

L'ébranlement du giscardisme cinq mois après l'élection présidentielle est patent : incapacité à maîtriser l'inflation, fumisterie et amateurisme dans l'étude des dossiers, règlements de comptes féroces dissimulés de plus en plus mal sous un masque de libéralisme.

Dès lors on peut se poser sérieusement la question de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Mais cette gauche est apparemment fort désunie, si l'on en juge par la récente polémique P.S.-P.C. Au sein d'un gouvernement d'union de la gauche, n'y

aurait-il pas chez chacun des deux partis le désir d'éliminer son partenaire ? Et quel serait notamment le jeu du P.C. ? C'est à ces questions que répondent Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin et Bertrand La Richardais.

Bertrand Renouvin. Il est bon de rappeler pour amorcer le débat un fait majeur qui rend caducs les schémas de la guerre froide et récemment repris au Sénat par Poniatowski : depuis dix ans, en 1964-1965, le Parti Communiste a tout fait pour sortir du ghetto dans lequel il se trouvait, et dont il avait terriblement souffert.

Gérard Leclerc. Pierre Debray disait jadis que Maurice Thorez lui-même n'était pas hostile à ce tournant, c'est-à-dire de trouver un socialisme adapté à la France, prenant quelques distances vis-à-vis du communisme international. Mais il ne le pouvait point, soumis qu'il était aux aléas de la politique étrangère de Staline. Depuis la disparition de ce dernier, il s'est produit notamment le rapprochement entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, qui a transformé les rapports internationaux. Et les rapports entre le Parti Communiste Français et l'U.R.S.S. On est passé de la dictature absolue de Moscou à une certaine liberté, une certaine marge de manœuvre des Partis Communistes nationaux. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe plus aucun lien.

Bertrand Renouvin. La question de la nature et de solidité des liens entre le P.C.F.

et l'U.R.S.S. est une question délicate : il est difficile de parler aujourd'hui d'inféodation mais nous n'avons pas de preuve absolue d'indépendance.

Cela n'empêche pas le P.C. d'attacher une importance extrême à l'U.R.S.S., qui reste un modèle de socialisme. C'est très frappant dans les interviews recueillis par Harris et Sédouy.

Gérard Leclerc. C'est certain mais cette référence est moins constante qu'avant, et n'a, bien sûr, rien à voir avec l'importance qu'elle avait à l'époque du stalinisme ou même de Krouchtchev. L'Humanité reprenait chaque matin, comme une bible, les propos des chefs communistes ; que l'U.R.S.S. rattraperait les Etats-Unis dans dix ans par exemple. Mais aujourd'hui que l'U.R.S.S. apparaît encore plus comme une puissance impériale, il est plus malaisé de la défendre.

Bertrand Renouvin. Il faut remarquer que, ces dernières années, avec Prague et certains échecs techniques et économiques de l'U.R.S.S., on ne parlait plus tellement, du moins en public, du modèle soviétique. Par contre, on semble l'invoquer plus vigoureusement depuis quelques mois.

une clientèle différente, une organisation comparable à celle mise en place par la bourgeoisie cléricale au siècle dernier, avec son paternalisme. A la place de la bourgeoisie, c'est le Parti.

Gérard Leclerc. Mais la force du P.C. est d'être le mandataire d'une catégorie de la population, le monde ouvrier en général, et de correspondre aux aspirations, jouant la carte du patriotisme. Patriotisme de la profession, attachement au métier. Patriotisme local avec les petits agriculteurs qui suivent le MODEF pour lutter contre le déracinement, alors que toute la politique du pouvoir est d'étendre le désert français. C'est aussi le patriotisme politique et la défense du Concorde. Chaque fois qu'il prend en charge ces revendications, il marque des points. Il est d'ailleurs frappant de constater que les voix populaires que le gaullisme avait rassemblées retournent au P.C. dès que le régime de droite libérale se réinstalle.

B. La Richardais. Cela dit, et je crois en effet qu'il faut insister sur le patriotisme des communistes, il me paraît illogique de vouloir, comme le P.C. aujourd'hui, défendre l'indépendance nationale en voulant abandonner la force de dissuasion. C'est là une absurdité, ou bien une démagogie électorale bien inutile et dangereuse parce qu'elle semble appuyer certains arguments à la Stehlin.

Gérard Leclerc. C'est vrai. Mais je reviens sur l'attitude du P.C. dans le domaine social. Dans la France de Pompidou, n'était-il pas le meilleur défenseur de la société de consommation ? Je fais là une simple constatation.

B. La Richardais. Les gauchistes, eux l'accusent de n'être que cela. Je trouve cette position injuste. Le gauchisme qui défend les oubliés de la croissance est compréhensible. Mais le gauchisme des nantis, de ceux qui ont obtenu suffisamment de la croissance pour vivre en parasite, est mal venu de critiquer le P.C. sur ce point. Le P.C. joue ce jeu parce que cela lui a permis une amélioration réelle des conditions de vie d'une partie de la population. Ce seul fait prouve une fois de plus que le P.C. s'est transformé. Car s'il était resté

un titisme français ?

B. La Richardais. C'est exact. Et cela a eu des conséquences sur l'évolution du P.C. Je dirai, avec d'importantes nuances, qu'il est passé du bolchévisme au titisme. Pour trois raisons. Tout d'abord son intégration progressive à la vie politique traditionnelle, avec les différents accords, puis désaccords entre la gauche, lors d'élections, pour le choix de candidats, pour aboutir finalement à la signature du Programme commun. Sa signature est due, à mon avis, pour une grande part, à une erreur commise par Pompidou lorsqu'il a renvoyé Chaban-Delmas, interrompant la politique sociale qu'il menait. Cette politique d'intégration se traduit aussi au niveau syndical avec les luttes communes menées par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Le deuxième point c'est la volonté manifestée très largement de se présenter comme un parti national, de faire disparaître l'étiquette de « parti de l'étranger ».

Le troisième point, c'est un certain pragmatisme politique. Depuis l'affaire de Tchécoslovaquie, on sent que le P.C. veut se démarquer, tant en ce qui concerne la politique menée en Europe orientale qu'en ce qui concerne les accords conclus par l'URSS et Washington. Certes, il ne le fait pas de façon polémique, sauf lorsque par exemple l'ambassadeur de l'U.R.S.S. apporte un soutien trop voyant à M. Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle...

Cela signifie-t-il pour autant que le parti soit devenu différent ? Je suis totalement sceptique. Et cela en raison du comportement du P.C. là où il dirige des affaires,

dans les municipalités qu'il contrôle. Il est relativement bon gestionnaire avec des moyens malhonnêtes mais se montre sectaire et contraignant et ne pratique absolument pas l'alternance. Les groupes de gauche qui dirigent des municipalités avec lui s'en plaignent amèrement : à côté des réunions officielles du Conseil municipal, on fait les réunions clandestines ; il y a deux budgets, celui qui est officiel, pour tout un chacun, et le budget réel que les Socialistes ne connaissent même pas.

Dans ce microcosme de société socialiste, le P.C. garde son aspect totalitaire. Il a mis au point un système complet d'encadrement de la population, de toute l'organisation sociale, du travail, des loisirs, de la culture... Dans ces municipalités, le citoyen est l'obligé du Parti, et celui qui n'accepte pas cela est exclu, devient un paria.

Gérard Leclerc. Cette situation me rappelle, toutes proportions gardées, certains villages du Nord ou de l'Ouest, dans lesquels tous les aspects de la vie sociale étaient sous la coupe cléricale. Ce que tu viens de décrire est à mon avis un phénomène spécifiquement ouvrier. Je me souviens d'avoir été à l'école avec des enfants de communistes. Ils étaient fiers d'appartenir à la classe ouvrière, ils défendaient ses traditions, sa morale, et ils montraient un attachement sans limite au Parti.

B. La Richardais. Le communisme propose une société de type religieux ; c'est un cléricanisme laïc. On retrouve dans les municipalités communistes, sous des formes diverses, mais de même nature, et avec

et mitte

Gérard Leclerc. Et le P.S., et Mitterrand dans l'affaire ?

B. La Richardais. Beaucoup se demandent si, à la limite, il ne faut pas que le P.S. soit le plus puissant possible, pour éviter le vide politique en cas d'effondrement du régime. C'est ce que nous analysons à propos de Jobert.

Gérard Leclerc. Quel rôle le pouvoir joue-t-il dans la querelle P.C.-P.S. ?

Si l'analyse de tout à l'heure est acceptée, le régime a besoin de relancer en permanence l'anticommunisme. Vu sa nature profonde, il ne peut se maintenir que par la guerre froide, il doit la susciter, il doit vivre sur la peur. Alors tous les actes du régime ont une conséquence. Le vieux précepte qui veut qu'il faille diviser pour régner

voyage à l'intérieur du p.c.

Est-ce dû à la réunion du XXI^e congrès du Parti Communiste ? Toujours est-il qu'un ouvrage passionnant sur le « Parti » est sorti ces dernières semaines : **Voyage à l'intérieur du Parti Communiste** (1) d'André Harris et Alain de Sedouy qui apporte un éclairage instructif sur le plus organisé et le plus mystérieux des partis français.

UNE CONTRE SOCIETE

L'ouvrage d'Harris et Sedouy confirme que le P.C. est une « contre-société », pour parler comme Annie Kriegel. Les auteurs ont interrogé des personnes très diverses et assisté à de multiples séances des différents organismes du parti (comité central et bureau politique exceptés). Mais ils ont pu constater que chez tous les militants existaient deux points communs.

— D'abord la conviction d'être une élite destinée à régénérer la France. A ce titre, l'entrée dans le parti fait figure de promotion sociale, surtout pour les prolétaires. Ainsi les stagiaires de l'école de cadres de Choisy écoutent religieusement les cours : ces exclus de la culture classique dispensée dans les lycées prennent leur revanche par ce biais. Commentaire d'Harris et Sedouy : « La grande clarté de l'analyse marxiste — qu'on la trouve juste ou fautive est une autre question — et l'impression d'intelligence que l'on tire du maniement de cette analyse, fait que le monde apparaît « clair » enfin ».

— Ensuite, l'idée du caractère infaillible du socialisme, du moins sur l'essentiel. Harris et Sedouy qui ont fait leur enquête au moment de l'affaire Soljénitsyne ont rencontré à ce propos des réactions diverses allant de la négation des faits à la reconnaissance d'une « bavure » de la part de l'U.R.S.S.

Mais tous leurs interlocuteurs ont affirmé que les erreurs, voire les crimes soviétiques, ne remettaient pas en question le caractère positif de la construction du socialisme en U.R.S.S. Comme le déclare Francis Cohen, directeur de la Nouvelle critique : « Il y a un mouvement, il y a ceux qui sont dans ce mouvement, il y a ceux qui veulent empêcher ce mouvement. Il faut être avec les uns ou avec les autres. Si je ne suis pas de ce côté-là, je suis complice de choses encore pires qui ne sont pas des accidents de parcours mais le parcours lui-même ! »

FRANÇAIS A PART ENTIERE...

A ces deux points communs on peut en ajouter un troisième : la volonté des communistes d'être les héritiers de tout ce que l'héritage français contient de « positif ». Visiblement les militants du P.C. ont intériorisé le slogan « Union du peuple de France » mouture 1974 du fameux « Front des Français » lancé par Thorez en 1937. Cela donne une exaltation des valeurs traditionnelles :

— Le travail tout d'abord : pour Serge, métallo chez Chausson (Gennevilliers) le bon communiste c'est celui qui est exemplaire dans son métier. Dans le même esprit René Le Guen (dirigeant de l'U.G.I.C.T.) (2) de la C.G.T. fait l'apologie des saines valeurs de la hiérarchie liées à la compétence.

— La morale : les communistes ne veulent pas choquer les Français par une vie dissolue. Réflexion de Dominique, vendeur au Printemps « Quand on milite, il faut

avoir des œillères. Pas question de serrer de près une fille dans le fond du rayon. Un communiste doit être sans faille... »

— La patrie : la référence à la Résistance est constante chez les militants. Les plus anciens qui y ont participé ne cèdent pas leur émotion tel René Andrieu rédacteur en chef de « L'Humanité » et ancien chef d'un maquis F.T.P.

Ce souci de prendre en compte l'héritage national se traduit aussi par le désir hautement affirmé par les responsables du Théâtre de la Commune à Aubervilliers de transmettre aux prolétaires les acquis de la culture bourgeoise. Il aboutit même à une apologie de la chouannerie effectuée par le secrétaire de la fédération de la Vendée.

... OU ENTIEREMENT A PART

Alors un parti comme les autres ? Certainement pas, et pour deux raisons :

— D'abord les communistes restent prisonniers d'une logomachie bas-marxiste insensible aux problèmes de la société contemporaine. C'est le cas d'un Philippe Herzog, le théoricien économique « new-look » du Parti. Sa panacée : les nationalisations. Mais, reconnaît-il, elles soulèveront des difficultés d'application dont on ne voit pas pour l'instant la solution.

La croissance ? Le P.C. est pour, sans réserves ni problèmes. Le cadre de vie ? La logique de la société productiviste ? Un seul remède : l'appropriation - publique - des moyens - de - production - et - d'échange - qui - mettra - fin - au - capitalisme - d'Etat.

De la sorte le P.C. dépositaire d'une partie des aspirations populaires, les fige dans un ghetto sans issue. Et, symbole caricatural de l'échec du Parti à résoudre les problèmes de la société contemporaine, c'est à Grigny que le P.C. fait ses plus beaux scores électoraux (57 % des voix aux élections de 1973). Grigny, la ville-dortoir aménagée sous la houlette d'une municipalité communiste et qui détient le record national des suicides ! Beau résultat pour ces gestionnaires !

— Ensuite la fidélité à l'U.R.S.S. Celle-ci est un pays socialiste puisqu'ayant aboli la propriété privée des moyens de production. Il faut donc la défendre. Et le P.C. est condamné dès lors à passer son temps à se disculper — en vain — du reproche de complicité avec le totalitarisme. Ainsi on sent par exemple, à travers les débats de la S.I.C. (Section des Intellectuels et de la Culture) dirigée par Roland Leroy, et consacrés à l'affaire Soljénitsyne, le désir inquiet et impuissant de se débarrasser de cette tunique de Nessus qui les maintient à part dans la communauté nationale.

Le P.C. mandataire de la classe ouvrière auprès du pays légal est condamné à maintenir celle-ci dans un ghetto. Raison de plus pour s'efforcer, tout en luttant contre l'appareil monolithique du P.C. de pratiquer une politique intelligente de réintégration de son électorat dans la vie nationale. Mais cette politique à laquelle Mgr le Comte de Paris appelait les hommes d'Etat voici quatre ans est inaccessible au gouvernement actuel. Celui-ci en effet ne se maintient au pouvoir qu'en mobilisant sa clientèle sur un réflexe de classe anti-communiste.

Arnaud FABRE

(1) Le Seuil.

vraiment révolutionnaire, il aurait cherché par tous les moyens à maintenir le pays dans un état de crise pour accroître sa clientèle. Je ne dis pas cependant qu'il a totalement abandonné cette thèse notamment dans les municipalités qu'il gère. Il s'est rendu compte que quand l'enrichissement se produisait, il y avait une certaine désaffection électorale à son égard.

Gérard Leclerc. Reste le problème de la participation au pouvoir du Parti Communiste.

B. La Richardais. Il faut bien se faire à l'idée qu'il n'est pas possible de gouverner avec le P.C. S'il accède au pouvoir il cherchera à en acquérir le monopole. Mais cela ne veut pas dire qu'il réunisse à tout coup : nous avons l'exemple de la période 1945-47 où le P.C. a été chassé du pouvoir.

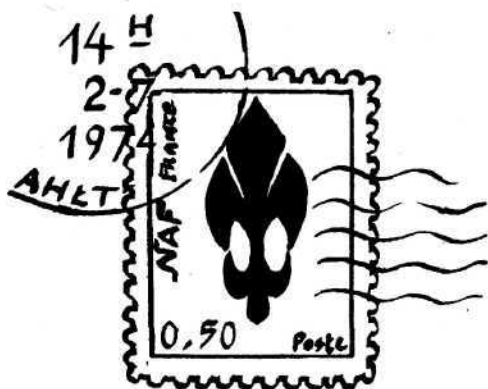
Bertrand Renouvin. D'autre part, il ne faut pas oublier qu'historiquement la social-démocratie incarnée aujourd'hui par Mitterrand a régulièrement donné lieu à des réactions anti-ouvrières et anticomunistes très brutales : on peut citer Clemenceau en 1906-1908, Noske dans l'Allemagne de Weimar, et Jules Moch en 1947. Il y a là matière à méditation et il faut peut-être craindre, autant que la fascisation actuelle du pouvoir, le « social-fascisme » dénoncé autrefois par le P.C.

B. La Richardais. Il faut insister sur un point : chaque fois que l'on place, comme l'extrême droite et comme le pouvoir actuel, la lutte anticomuniste sur le terrain de l'allégeance à Moscou, on fait le jeu du P.C. en lui permettant de se décerner un brevet de nationalisme. La politique du ghetto est la pire, car elle renforce l'appareil stalinien, de prise du pouvoir. Et la moindre carence du pouvoir politique, entraînant un climat d'anarchie générale le fait se présenter comme un parti de l'ordre. L'exemple du Portugal de Caetano est à mon sens extrêmement frappant : cette façon de combattre le communisme a permis l'accession au pouvoir du parti dans les meilleurs termes. C'est peut-être ce que prépare le régime actuel. A moins qu'il n'évolue vers un véritable fascisme, qui représente en fait, sa seule chance de survie.

and ? ...

est appliqué. Mais le Parti Socialiste s'est lui aussi transformé, et a acquis une assise électorale plus proche de celle du P.C. Il tend à devenir le parti des salariés. Et puis il élimine peu à peu ses vieux notables, ses vieux politiciens véreux. Il est certain que si le P.S. réussit son opération rajeunissement, le régime actuel pourra tenter difficilement son opération de débauchage. Ajoutons que les forces militaires sont actuellement partagées entre deux courants : un courant dur, avec de Boissieu, un courant socialiste avec Sanguinetti. Le P.S. est le seul qui puisse mobiliser en sa faveur une bonne part de la force militaire, et le seul à pouvoir monter le type d'opération menée par de Gaulle : c'est un atout certain entre les mains des socialistes.

forum



Nous publions cette semaine dans le cadre de la préparation aux forums des 25 et 26 janvier deux points de vue très différents.

Antoine de la Boissière, descendant d'une vieille famille bretonne, exprime tout son amour pour la terre bretonne tout en affirmant son attachement à la patrie française qui informe et couronne l'héritage culturel breton.

Bernard Roemer, installé en Alsace sans être alsacien de souche, constate que le régionalisme est en Alsace un alibi pour fuir le réel et qu'il aboutit à figer les « vieux alsaciens » dans une hostilité radicale à tout « étranger » au « terroir ».

Mais quelle que soit la diversité de leurs témoignages, tous deux aboutissent à une même conclusion : le régionalisme risque de devenir un ersatz de nihilisme

ou plus encore un gadget en forme de soupape de sûreté qui permettrait aux « contestataires » de se défouler pendant que la société industrielle continuera son bonhomme de chemin. Au besoin la vente de folklore régionaliste pourrait devenir une source de profit supplémentaire.

Ils nous amènent dès lors à nous poser une redoutable question : la révolte régionaliste peut-elle devenir une révolution contre la société industrielle ? Nous y reviendrons la semaine prochaine. Mais il est certain d'ores et déjà que si cette mutation révolutionnaire est possible (et nous persistons à le penser) elle ne peut se faire que si nous repensons radicalement notre stratégie en la matière sous peine d'engager la N.A.F. dans une voie sans issue.

Arnaud FABRE

L'ambiguïté du combat régionaliste

Le renouveau régionaliste apparaît, de prime abord, comme une révolte, plus ou moins exprimée, contre une massification provoquée par un Etat centralisateur dont le système économique provoque la standardisation des styles de vie. Il témoigne d'une volonté de renouer avec une culture, une langue, un ensemble de coutumes, dénigrés ou même combattus par cet Etat.

De prime abord toujours, ce renouveau régionaliste semble donc rejoindre nos thèmes de combat et notre projet de civilisation : refus d'un individualisme social et nécessité de groupes libres et différenciés.

LE CADRE : LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Prenons un peu de hauteur. Analysons le phénomène régionaliste dans sa place au sein d'une société industrielle qu'il donne l'air de contester de toute sa vigueur. Je ne reprendrai point les critiques de Debray contre cette société industrielle ; toujours est-il qu'il en caractérisait lapidairement le mode de fonctionnement « se perpétuer en se révolutionnant ». Nous ne sommes pas en face d'un monolithe pesant et fixiste gardé par des bonzes sourcilieux. Tout au contraire. La société industrielle, pour exister, doit violenter les situations existantes, créer des tensions et des crises qu'elle doit alors surmonter pour se perpétuer. L'immobilisme pour elle, c'est la mort. La société industrielle répond à une loi d'évolution dialectique : susciter des crises, pour éviter la mort par asphyxie, et résoudre ces crises, pour éviter la mort par éclatement. Et les exemples ne manquent pas. C'est la révolution Ford qui opère la conjonction entre l'apparition d'une surproduction de biens de consommation et un désir « qualitatif » auprès des masses pour plus de bien-être matériel. Et aujourd'hui n'assiste-t-on pas à une conjonction identique entre la nécessité pour les technocrates de changer le rythme d'évolution économique et un autre désir « qualitatif » dans les masses de freiner une consommation et une croissance jugées absurdes. Il y a donc des phases d'évolution et actuellement la société industrielle a besoin d'un climat pro-

pice au refus de la croissance à tout prix pour amener le stade suivant de sa mutation.

EVITER LE PIEGE

Dans cette perspective on saisit l'ambiguïté du combat régionaliste. Par ses revendications mêmes il accélère une mutation de la société industrielle qui se prépare à inaugurer son « ère qualitative ». Toute la politique actuelle en matière d'aménagement des régions, des sites et des villes, en matière d'éducation et de politique énergétique, en matière de réformes dans l'entreprise et de pouvoirs locaux, reflète bien ce souci de préserver et même de susciter les initiatives et les idées qui seront les moteurs de la phase à venir de la société industrielle, civilisation des loisirs et de la baisse de l'activité productive. Un exemple local, très significatif : la communauté « prophétique » de Forcalquier en Provence a beaucoup fait parler d'elle en son temps, le président des comités de soutien à cette communauté est le P.D.G. de Sandoz-Bâle, gros groupe suisse de la chimie, qui y envoie ses cadres surmenés. Autre exemple, l'aménagement de l'Alsace, un zoning intéressant : une zone pour l'industrialisation, le long du Rhin et à proximité des grandes villes, des zones d'habitation, dans les moyennes villes qui retrouveront leur rôle « plus humain », et une zone de loisirs, les Vosges, qui seront intégralement protégées contre toute dégradation. Tout le monde peut dormir tranquille, nos aménageurs feront parfaitement leur travail ; si on tient à crier pour des revendications qualitatives, nous ne ferons qu'accélérer une évolution normale.

Toutes ces constatations amènent à une terrible conséquence : la lutte pour des pouvoirs concrets, pour la préservation des particularismes régionaux peut très bien être menée à bout sans changer quoi que ce soit à l'organisation générale de la société industrielle (à savoir ses valeurs fondamentales : dépersonnalisation, l'argent-étalon unique). Sinon autant copier le modèle suédois, panacée sur le plan des libertés et du cadre de vie. D'où la vanité de combats « qualitatifs ». Car tous ces combats ne servent en fin de compte qu'à faciliter l'accouchement sans douleur d'une phase

supplémentaire de cette société industrielle. Mais allez expliquer cela à une écologiste ou à un militant d'action municipale. Et pourtant.

QUEL ENRACINEMENT ?

Retour au régionalisme. Les régionalistes participent objectivement à l'affinement de la société industrielle qui a besoin de leurs idées, qu'elle a d'ailleurs secrétées par son idéologie propre, pour avancer. Certains en sont conscients et ne s'en offusquent pas, au contraire, fort heureux à la perspective de servir d'amuseur public ou de gardien d'une réserve régionale naturelle dans laquelle ils pourront pieusement entretenir leur particularisme, sous l'œil envieux des visiteurs acculturés. Leur sectarisme leur fait refuser tout prosélytisme, si ce n'est un orgueilleux esprit de vedettariat et de supériorité. Et de ce côté, l'Alsace est bien servie avec sa culture régionale difficilement assimilable par l'étranger et d'ailleurs sclérosée depuis la fin du XVIII^e siècle.

Quel rôle peut jouer ce « particularisme régional », aussi désuet qu'agité, auprès des millions de Français déracinés, sentant nettement l'inexistence de leur héritage culturel, et ne pouvant se servir de ce particularisme de consommation que comme phénomène sécurisateur. D'où la mode Stivell ou les Festivals folk version XX^e siècle du « panem et circenses ».

QUE FAIRE ?

Alors ? L'intérêt d'un combat régionaliste, à l'issue de cette trop rapide étude, paraît bien restreint. C'est certain. Il faut voir les choses en face : en s'enlisant dans des revendications de détail à propos d'une voie expresse, ou de la lutte contre la pollution d'une rivière, en défendant les dialectes ou en s'agitant devant les feux de la Saint-Jean, les militants de notre mouvement ont toutes les chances de délaissier les objectifs fondamentaux de lutte contre la société industrielle. La décentralisation ne suffit pas à libérer l'intelligence de l'asservissement par l'or, à empêcher l'avènement d'une nouvelle race de seigneurs qui prendrait cette fois la figure d'un capitalisme conquérant.

Bernard ROEMER

un breton témoigne

Un sentiment très fort m'attache à la terre où j'ai passé mon enfance, qui s'est trouvée environnée de beauté. A la terre dont je me sens issu, parce qu'avant moi, mes ancêtres, depuis toujours, s'en sont nourris, y ont travaillé et lui ont rendu leurs corps.

C'est pour moi un plaisir toujours renouvelé que de parcourir cette campagne dont le charme me saisit, à travers les terroirs si divers, et de savoir qu'il est partout un manoir, une chapelle, une église, où les êtres dont je suis fait sont nés, ont été mariés ou enterrés ; de rencontrer un moulin ou un pigeonier qu'ils ont fait construire, un calvaire qu'ils ont élevé ou une terre sur laquelle ils ont veillé, ou dont ils ont porté le nom.

DE L'ENRACINEMENT...

Les paysages, les grèves et la mer, les nuages de Bretagne trouvent en moi un écho qui fait que je n'ai jamais envisagé de pouvoir « demeurer » ailleurs que sur ce sol, dont la présence est pour moi comparable à celle d'une personne physique et spirituelle. C'est par sympathie pour les êtres dont je sors, pour lesquels j'ai d'avance presque une affection, que j'ai voulu apprendre la langue bretonne. Non que ce fût ma langue maternelle mais parce que c'était celle des paysans et du peuple breton et que la famille de ma mère s'était de tout temps considérée au service de ce peuple, dans ce qu'il avait de plus humble.

Une affection véritable unissait mes aïeux aux gens de leur campagne. Plus encore que les documents écrits, la tradition familiale l'atteste : le château a toujours tenu du dispensaire, de l'école et même du confessionnal ; mes aïeux et les paysans vivaient en amitié continue.

Face aux générations d'après-guerre qui se trouvent coupées de « l'ancien monde », je constate une barrière que le respect mutuel d'autrefois avait en quelque sorte abolie. Au-dessus de l'abîme qui pouvait séparer la vie sociale et la personne du châtelain de celles du paysan, la fraternité chrétienne authentique les liait l'un à l'autre. Aujourd'hui, il est difficile, si l'on n'a pas baigné là-dedans, de le comprendre.

... AU REGIONALISME IDEOLOGIQUE

Les choses ont brusquement changé. L'école « libre » aussi bien que la laïque ont inculqué la haine des « nobles » et bourré les cervelles sans rien mettre à la place du « savoir-vivre » paysan qui assouplissait les rapports humains.

Depuis une dizaine d'années le « réveil culturel » de la Bretagne intéresse les partis politiques. La gauche, hier farouchement uniformisatrice et anti-bretonne, parce que le clergé était bretonnant, se proclame le héraut de la cause bretonne, tandis que les derniers propriétaires terriens renoncent à leur rôle et redescendent de Paris, où ils ont « pris des situations », que pour toucher quelques fermages ou liquider un héritage qui n'est plus productif.

La rupture est consommée : désormais Yann Gouër (nom du paysan breton) a appris qu'il avait été « pendu aux branches des chênes pour servir de divertissement à la divine marquise » (1), cf. « Avenir de la Bretagne de septembre 73 ». Après avoir rougi de son accent « plouc », le voilà qui refuse de parler français, qui se rend à la Fac en « boton koad »

et qui se définit comme anti-français. De culture il n'en veut que de bretonne et porte aux nues le plus débile rimailleur ou sculpteur s'il rimaille ou sculpte du « breton ». Agressif, il répudie tout ce qui dans son héritage n'est pas marqué du triskell et tombe dans une celtolâtrie effrénée.

Le clergé, toujours en retard d'une manche à force de vouloir être dans le vent, commence à monter des spectacles liturgiques en breton alors que la jeunesse bretonne a déserté les églises mises au goût du jour. Les jeunes ont d'autres bannières : les « vedettes » engagées qui récupèrent tous les thèmes hier laissés aux prophètes qu'on traitait de « réac » ou de rêveurs (folklore, lutte contre le centralisme, la pollution et le remembrement).

Tout lycéen qui se veut breton en 1974 a vite fait de tomber sous la houlette vigilante de l'U.D.B. qui encadre les nouvelles processions et les fournit d'antennes belliqueuses. « Bretagne renaissance d'un peuple »... Le peuple de 45 ans et au-delà, hébété ou « petit-bourgeois », est mis à la retraite anticipée. Celui de 20 ans veut étripier du Français mais ne sait plus très bien, en dehors du Fest-Noz où il se saouille au « chouchen », s'il est breton ou dindon.

BRETON ET FRANÇAIS

Donc ce breton-là, je n'ai guère de terrain commun. Maintenant, comment, breton, je me sens français ? Le fils de paysan breton qui n'entend parler chez lui que du cours des choux, du prix des engrais, des tracteurs et des jalousies de quartier, et auquel l'Ecole fait étudier « Polyeucte » ne trouve pas trop de rapports entre ce qu'on lui enseigne et ce qu'il vit. Comment va-t-il réagir, à 18 ans, devant la culture française ? En 1974, il rejette l'ensemble. Qu'est-ce que peuvent lui faire ces tragédies qu'on lui a dites « écrites pour la Cour de Louis XIV » ?

Quant on lisait en classe les lettres de Mme de Sévigné, je n'avais pas besoin d'imaginer, pour assister à ce qu'elles racontaient : en fait, j'étais chez nous ; on n'avait jamais quitté cette époque-là. On habitait sous le même toit, les meubles dataient de ce temps-là ; les livres que ma grand-mère lisait près du feu c'était Saint-Simon, Madame de Créquy,

Montaigne. Il n'y avait pas de fossé entre ce que l'on étudiait en classe et ce dont on parlait à la maison, si ce n'est que mon grand-père, mes tantes et parents étaient mille fois plus intéressants et en savaient bien plus que les professeurs. Fénelon et mon grand-père étaient de la même espèce. A table, en écoutant ce qui se disait, ou le soir, sous la lampe du salon, je découvrais peu à peu la France, un pays plein de villes et de villages, aux couleurs gales, où les gens s'étaient battus, où ils moissonnaient en robes bleues dans les « Riches Heures du Duc de Berry », où ils s'amusaient sur la glace dans « l'Hiver » de Breughel-le-Vieux ou sur les patins de Lancret.

Dans mon livre d'histoire ou le Bords de la littérature, je retrouvais les dames corsetées de brocart qui étaient les aïeules de mes grands-parents, et nous regardaient, du haut de leurs cadres à l'or écaillé, jouer, goûter, faire la prière du soir, à genoux devant les sièges où elles s'étaient assises, dans leurs grandes robes en taffetas raide. Et ces dames qui ressemblaient à Marie de France, à Mme de Maintenon ou à la Princesse de Lamballe, ces militaires en armures et ces abbés à rabats empestés étaient de la même histoire que Jeanne d'Arc, Sully, Peau d'Ane, Saint-Vincent, Rameau ou Buffon. C'était la France et c'était mon pays.

Le fait d'être accroché à un terroir bien défini ne me rend que plus sensible à la richesse de l'héritage reçu. Les ballades bretonnes, pas plus que les ciels bretons ne sont les chansons ou les ciels d'Ile de France, mais je vais aux seconds comme on va vers des frères. En traversant la France cet été, mon émerveillement ne finissait pas, de trouver disposés devant moi des paysages, des routes et des villages, des habitudes de vie et des parlers, du fond desquels, sans savoir dire comment, une amitié puissante semblait provenir ; les noms des lieux, les mots du langage, l'architecture des pierres, animaient des choses que j'avais apprises, rendaient sensible ce qui n'était qu'idée. J'étais en pays de connaissance ; c'était mon pays.

Antoine de LA BOISSIERE

(1) Il s'agit d'une allusion à la révolte du papier timbré (1675) et à la relation désinvolte de sa répression par la marquise de Sévigné.

AVIS A NOS ABONNES

En raison des grèves des P.T.T. nous avons été amenés à suspendre la parution de la N.A.F. depuis le 14 novembre, dans l'impossibilité où nous nous trouvons de servir nos abonnés et d'approvisionner les sections. Nous demandons à tous nos lecteurs dont l'abonnement arrive à échéance de venir le renouveler spontanément dans nos locaux. La situation financière de la N.A.F., en raison de l'absence du courrier, est déplorable. Aidez-nous !

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

chagrin d'amour

Comme le fou de Bassan, grand oiseau migrateur qui, lors de la ponte, part des côtes bretonnes pour les rochers de la baie de la Désespérance Jean-Edern Hallier est allé chercher au-delà des mers (sur un autre continent) la réponse à « d'insondables énigmes ».

Chagrin d'amour, c'est cette quête et une suite au long débat intérieur entamé dans la Cause des peuples. C'est aussi un conte, pour une petite fille, Ariane, sur l'argent et la politique, où rêve et réalité sont étroitement mêlés. De son voyage en Amérique du Sud, l'auteur a rapporté de belles pages : légendes sur la triple vie périlleuse des Indiens chauves-souris ; description de réserves d'oiseaux de l'île Dawson ; Potossi, ville fantôme, ville immobile ; soirées de veille des marins argentins au bout du monde, dans l'attente d'une hypothétique invasion ; rencontre de la sœur de Pinochet, « crapaud exalté » et de J.-L. Borges, poète argentin très réputé, mais fils soumis qui demande à sa mère âgée de quatre-vingt dix ans la permission de sortir.

Après ces récits de voyage, Jean-Edern Hallier raconte encore, mais c'est de la fiction, comment il aurait été chargé de distribuer les fonds de la résistance chilienne et aurait fait fructifier dans des conditions étonnantes, ce trésor de guerre (mais doit-on le croire alors qu'il est contesté par les principaux intéressés). Ce qui nous vaut

aussi, réalité cette fois, quelques traits féroces sur les touristes politiques, « ces poux en tous genres du matérialisme historique » qu'attire tout nouveau régime socialiste.

Jean-Edern Hallier s'est jeté dans la politique et converti à la haine révolutionnaire un soir de mai 68, alors qu'il s'était drogué au haschich. Depuis, cet « enfant perdu » malgré son âge, est à la recherche de « l'or du temps ». Il a participé aux luttes de l'extrême-gauche pendant sept ans, depuis l'établissement en usine et l'échec de cette expérience jusqu'à la fondation de l'Idiot International et à ce livre même dont la parution « hors de l'emprise politique et morale des grands éditeurs est un acte politique ».

Chagrin d'amour, c'est encore cette douleur intérieure, physique, morale, politique, ce caïnero « parasite invisible, sans nom, qui guette les hommes à tous âges de la vie ». Mais sa recherche d'un nouveau discours politique, ce militantisme toujours appelé et qui s'exprime dans la formule tout vouloir, tout de suite, le conduit, faute d'une réflexion approfondie, à perdre encore davantage la raison de son combat. Au terme est le nihilisme : sa « course zigzagante n'encercle plus que l'immensité de [son] désert intérieur ».

F. W.

CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU

Tous les amoureux du cinéma ont rêvé de le faire, prendre une caméra et tourner au gré de leur fantaisie ; Jacques Rivette l'a réalisé avec la complicité de deux jeunes actrices, Juliet Berto et Dominique Labourier. A partir de cela va se construire un monde imaginaire où la magie est reine, un véritable rêve d'enfant dont la logique n'est cependant pas absente. On aurait tort de croire, d'ailleurs, que l'imagination en liberté conduit principalement à l'absurde. Bien au contraire, elle s'appuie la plupart du temps sur des données réelles dont on va simplement démonter le mécanisme.

Les grands réalisateurs du cinéma fantastique ne sont en général pas des rêveurs. Ils s'appuient sur des mythes et se contentent de les traiter à leur manière. Aucune aventure ne se profile ; seule leur interprétation crée l'intérêt. Il y a rarement une véritable création, mais simplement une vision nouvelle des mêmes éléments. Rivette, pour sa part, ne se place dans aucune tradition. Il n'entre pas dans un jeu aux règles soigneusement établies ; il se contente de vivre sa propre vie intérieure ou plus exactement celle de ses scénaristes interprètes. Comme Méliès aux premiers âges du cinéma, il utilise sans forcer les possibilités techniques de son art. Et l'on évoque bientôt sur le même bateau que Céline et Julie. Pour tous ceux qui ont gardé cette merveilleuse faculté de l'enfance qu'est le rêve éveillé, ce sera un voyage extraordinaire au pays des merveilles, Lewis Carroll inclus.

Pas de symbolisme envahissant, mais une grande liberté de l'esprit qui permet au spectateur de vivre sa propre histoire parallèlement à celle qui se déroule sur l'écran. Un grand naturel, ponctué parfois de naïves bêtises qui sont autant de garanties que le scénario, comme toute aventure de rêve, a été vécu au jour le jour. De merveilleuses apparitions féminines dont les personnalités se complètent agréablement. Céline et Julie nous emmènent aisément sur leur bateau, celui-là même qu'elles ont construit pour Jacques Rivette et qui nous arrache durant quelques heures aux mornes joies de la vie quotidienne.

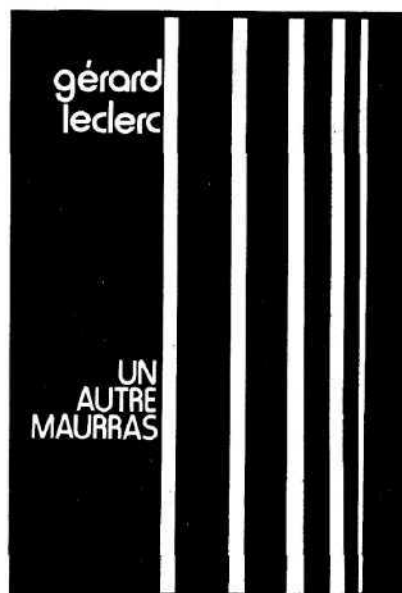
Dominique PAOLI

« ... On retrouve dans le livre de Gérard Leclerc la même ardeur moderniste que celle qui inspire, souvent au grand scandale de leurs aînés monarchistes, les faits et gestes des jeunes royalistes de la Naf, la même conviction d'avoir trouvé dans la pensée philosophique et politique du maître de Martigues des explications pour aujourd'hui et une direction pour demain... »

Bernard BRIGOLEIX.
« Le Monde » 8-11-1974.

Commandes à l'I.P.N. - B.P. 558 - 75026
Paris cedex 01 ou à la Naf, 17, rue des
Petits-Champs, 75001 Paris.

1 ex. : 30 F franco de port
3 ex. : 80 F franco de port
5 ex. : 120 F franco de port
C.C.P. : I.P.N. 33.537.41 La Source.



BORDEAUX

Conférence de Gérard Leclerc « Charles Maurras, un prophète pour le XXI^e siècle » le samedi 14 décembre à 20 h 30 au Café de France, 4, cours de Verdun à Bordeaux. A l'issue de la réunion l'auteur dédicacera son livre « Un autre Maurras ».

Le dimanche 15 décembre se tiendra,

sous la présidence de Gérard Leclerc une session de travail à l'intention des militants de la région, les lecteurs qui désiraient participer activement à la propagande de la N.A.F. sont cordialement invités à y participer. Renseignements auprès de M. Philippe Cailleux, résidence Rosiers-Bellevue, 33170 Gradignan.



Les journées royalistes auront lieu les 25 et 26 janvier dans les salles de l'ELAM, 7, rue Noblet à Rueil-Malmaison dans les Hauts-de-Seine. Les salles se trouvent à 5 minutes de la station « Rueil » du R.E.R. Le samedi la séance inaugurale débutera à 10 h 30, les premiers forums commenceront à 14 heures. Les journées se ter-

mineront par un grand meeting à 16 h 30 le dimanche.

Très prochainement les vignettes de soutien donnant droit à l'entrée pour les deux jours seront à la disposition des militants au prix de 9 F pièce. Ces vignettes devront être vendues massivement d'ici le 25 janvier.

réussir les journées royalistes 25-26 janvier à rueil

Préparées et annoncées depuis plusieurs mois, les journées royalistes du mois de janvier doivent marquer une étape importante pour la N.A.F. et matérialiser les points que nous avons marqués à l'occasion de la campagne présidentielle de Bertrand Renouvin.

Le succès de cette opération est indispensable pour le développement de la N.A.F. Ce succès suppose que toute la N.A.F. se mobilise : toute la N.A.F., c'est-à-dire non seulement la direction parisienne mais aussi tous les cadres, toutes

les fédérations, toutes les sections, tous les militants.

Cette opération s'ajoute aux autres tâches ? C'est certain ! Elle va prendre du temps aux militants ? Sans aucun doute ! Elle n'est pas facile ? Probablement. Mais n'avons-nous pas tendance à grossir les difficultés ?

L'établissement de la monarchie est nécessaire ? La révolution royaliste est indispensable ? La N.A.F. en est l'outil privilégié ? La N.A.F. pour cela doit se fortifier et grandir ? Alors le succès des

Journées royalistes est nécessaire. Pourquoi ne réussirions-nous pas ce que beaucoup d'autres organisations réussissent ? Au résultat de cette opération sera mesurée la capacité de toute la N.A.F. Chaque section, chaque militant, chaque lecteur est donc bien responsable de ce résultat. Toute défection serait préjudiciable à l'ensemble.

Réussir l'opération Journées Royalistes : tous concernés !

Yvan AUMONT

COMMUNIQUE

Le Club de la Plaine Monceau organise un dîner-débat sur le thème « La presse en 1974 » sous la présidence de Maître Georges-Paul Wagner le jeudi 28 novembre à 20 heures précises au restaurant « Le Procope », 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris. Participation aux frais 50 F.

DINER RENCONTRE

Chaque semaine les lecteurs de la région parisienne ainsi que les provinciaux de passage ont la possibilité de faire connaissance avec les rédacteurs de la N.A.F. au cours dîner rencontre.

Ce dîner aura lieu tous les vendredis, rendez-vous à 19 h 45 dans les locaux du journal (prix du repas : 15 F).

REGION PARISIENNE

Tous les lecteurs de la N.A.F. sont conviés à participer aux activités pratiques de propagande. En particulier vente à la criée, rendez-vous le dimanche matin à 9 h 30 dans les locaux du journal et affichage rendez-vous le mercredi soir à 23 h 45 dans les locaux.

MERCREDIS DE LA N.A.F.

Les réunions ont lieu tous les mercredis au 12, rue du Renard (2^e étage) à 21 heures. Les lecteurs de la N.A.F. y sont non seulement conviés mais il est vivement recommandé d'y amener des amis.

Mercredi 27 novembre :

« Système Giscard et système Mitterrand à l'épreuve de la crise économique », par Bertrand Renouvin et Arnaud Fabre.

Mercredi 4 décembre :

« La société industrielle a-t-elle un sens ? », par Gérard Leclerc.

ANGERS

Permanence tous les lundis de 14 h à 16 h et tous les mercredis de 17 h à 19 h au 8, rue Chaussée Saint-Pierre (5^e étage). Tous les lecteurs de la N.A.F. et les sympathisants sont invités à venir pour prendre contact.

La mort a toujours rôdé autour de l'œuvre d'André Malraux, comme une divinité, comme un destin. Et l'art, précisément, n'était par lui évoqué et élucidé que comme un anti-destin. Mais sa propre mort à lui, son trépas ? Lui qui voulut vivre dangereusement, l'a souvent côtoyé. Et Dieu sait si le vieil homme recru d'épreuves n'a pas été épargné dans ses proches, pour que se soit brutalement posée à lui, dans sa nudité, la question dont ne peut se délivrer l'être-pour-la-mort. Jamais, pourtant, autant que dans ce sommeil où il fut sur le point de basculer de l'autre côté, frôlant un instant et fixant « la face usée de la mort ».

André Malraux à la Salpêtrière, incertain de son sort (guérison, paralysie ou pire), entourée de deux infirmières antillaises dont l'une ressemble à ces nourrices qui ont calmé tant de peines pendant les siècles des Isles ; l'autre, aux anges hilares du film *Verts pâturages*. Le grand écrivain, le grand aventurier au sein de l'immense hôpital, de son silence profond mais parfois aussi ses cris de douleurs perçus malgré l'insonorisation. Et puis surtout, Malraux tout seul, lucide, dans un demi sommeil, ou plongeant dans une syncope sans perte totale de connaissance, semble-t-il, tombé sur le sol de sa chambre dans l'obscurité, se mouvant comme un noyé... Malraux livré à sa vie, à ses souvenirs qui émergent et se succèdent comme des rêves à travers le monde, depuis les images d'Espagne jusqu'à celles d'Extrême-Orient en passant par les combats de France et se glissant à travers tout cela l'énigme de la condition humaine. C'est toute la trame de *Lazare*, récit aux portes de la mort, où brille sans désemparer la veilleuse de la fraternité, celle qui demeure au-delà de toute angoisse, de toute horreur.

L'INTUITION DE LA REDEMPTION

La fraternité ! En Malraux se poursuit le plus vieux dialogue chrétien, celui que le sacrifice entretient avec le mal, tout à la recherche qu'il est de la région cruciale de l'âme où le mal absolu s'oppose à la fraternité. On n'est donc pas étonné de le voir reprendre une des plus belles choses qu'il ait dites, qu'il ne se lasse pas de répéter parce qu'elle domine sa vie et nous donne quelque lumière sur le plus poignant mystère. En réponse à la phrase d'Yvan dans les *Karamazov* « si le monde permet le supplice d'un enfant par une brute, je ne m'oppose pas à Dieu, mais je rends mon billet », son aumônier du Vercors avait confié à Malraux : « ... mais le mal n'est pas plus fort que la Rédemption, la Rédemption est plus forte que le mal. » Et lui, l'agnostique : « Moi qui ne crois pas à la Rédemption, j'ai fini par penser que l'énigme de l'atrocité n'est pas plus fascinante que celle de l'acte le plus simple d'héroïsme ou d'amour. Mais le sacrifice seul peut regarder dans les yeux la torture, et le Dieu du Christ ne serait pas Dieu sans la crucifixion. »

Rarement, un incroyant écrivit si bien du Christ. En cela, pour autant que les témoignages retranscrivent exactement le cheminement des âmes, l'auteur de *Lazare* semble avoir été plus loin qu'Albert Camus dont l'œuvre oppose aussi la fraternité à l'absurde. Mais le surmonte-t-elle ? L'extraordinaire, chez Malraux, c'est l'intuition de la Rédemption. Que lui manque-t-il, pour se retrouver auprès de l'homme du *Dialogue des carmélites*, l'écrivain de la divine agonie, celui dont il a parlé mieux que quiconque comme du dernier témoin de la pitié sacrée ? La foi, bien sûr.

Agnostique, mais non indifférent, André Malraux demeure face au mystère, avec tout le poids de ses interrogations. Sa vie ne s'explique que par la recherche palpitante d'un sens. Que voudrait dire sinon, l'incessant projet de transformer en conscience la plus large expérience possible ? Dans l'ordre de l'action, cela peut se révéler dangereux avec la pente de

lazare

aux portes de la mort

« ... Mes os vont soulever la dalle des ancêtres. Je cherche en y tombant la même vérité... ».

l'activisme ; sa lucidité sur ce point n'est d'ailleurs pas en défaut. Mais transformer en conscience jusqu'à l'expérience de la mort ? C'est une toute autre affaire. Il est toujours possible de tricher, de fuir. Bien sûr. Mais *Lazare* Malraux ne fuit point : le livre n'a rien à voir avec la jonglerie que les imbéciles dénoncent. Il y a un accent qui ne trompe pas.

QUI REPONDRA ?

Nous ne sommes pas dans l'esthétisme, mais dans la pensée qui affronte l'essence des choses. Le cadavre était léger en face des dieux. Il devient encombrant... Il n'y avait que les religions pour répondre à la mort. Mais maintenant ? Si le sentiment de la survie est étranger à Malraux, une résistance lui interdit de tenir la mort pour impensable. Plus exactement, son drame est de n'y point parvenir. S'habituer à l'impensable qui n'implique rien, nul au-delà de la pensée. La mort n'est pas l'angoisse de la mort : « Le christianisme a beaucoup tisonné la mort pour y chercher la présence de Dieu — qu'il a souvent oublié, au bénéfice de sa minutieuse évocation de la souffrance. » Aujourd'hui encore, comme hier dans les danses des morts, c'est le lien au cadavre plus que la mort qui domine. Car la pensée du néant cherche sa forme, la trouve dans le cadavre. Mais le néant, ce n'est pas la métempsychose !

Du moins, si la religion n'est plus là, la science peut-elle éclairer la vie ? Que non ! « Avec l'évolution pour la première fois — une explication du monde n'en apporte pas la signification. » Au milieu du livre, le récit d'une conversation avec un professeur ami s'inscrit dans les grands dialogues métaphysiques malruciens et celui-ci porte sur le plus contem-

porain des débats, le plus urgent. Le type d'éclairage de la science est impuissant à donner un sens à l'existence. Les récits bibliques étaient en eux-mêmes porteurs de leur sens, tandis que l'évolution et la fameuse « soupe primordiale » de Jacques Monod... Il y a bien une origine à cette soupe d'où surgit la vie : « Puis ce surgissement même. Et l'entrée en scène de l'homme : un chaînon de l'évolution ? Encore ne serait-il pas un chaînon comme les autres. Malgré les parentés. Et cette différence m'intéresse — m'interroge ? — autant que l'évolution des espèces. » Autant de questions qui sont au-delà de la science, et qui expliquent de la façon la plus sûre pourquoi cette civilisation qui envoie des fusées dans la lune n'a été capable de construire ni un temple ni un tombeau. Les sciences de l'homme elles-mêmes ne posent pas l'homme comme une certitude. Des courants récents indiquent même qu'elles le dissolvent. Alors... toutes les questions de sens sont reportées à un futur indéterminé, où peut-être...

ENTRE LA FRATERNITE ET L'AMOUR

Dans ce contexte, Malraux est témoin, mais témoin qui révèle, fait surgir les questions sans y répondre. Sinon, il ne serait pas agnostique. Mais qu'il est fraternel ce témoin pour ses semblables, combien parfois il paraît porter en lui l'angoisse du prochain. Comment il aimerait porter secours à son voisin si pitoyable, si humble en son appel à l'aide. Le récit hallucinant repris des *noyers de l'Altenbourg* retrouve ici toute sa place. Il s'agit de la première attaque allemande contre les Russes, par les gaz à Bolgako sur la Vistule, en 1916. L'assaut par les premières lignes allemandes, aussitôt l'œuvre des gaz accomplie, débouche sur la vision incroyable : le retour des soldats assaillants portant sur leurs dos leurs ennemis gazés.

Au fond de l'horreur, au-delà des questions suspendues, la fraternité, plus encore que le courage défie le temps. Mais l'amour ? Malraux certes y croit. A vingt-cinq ans, il est vrai, comme les jeunes imbéciles d'alors, il en doutait : « Dans un petit cinéma, au moment où la lumière reparut, je vis devant moi Nénette et Rintintin, dix-huit ans chacun. Ils ne s'embrassaient même pas. Ils se regardaient. Avec tant d'émerveillement que je pensai aux insectes qu'on tue sans pouvoir desserrer leur étreinte. Cramponnés l'un à l'autre comme les mourants se cramponnent au fer rouge de l'agonie. »

Si j'osais, et j'oserais par procuration de témoins prestigieux, je poserais une seule question à André Malraux. Ne pensez-vous pas que la fraternité est d'ici-bas, mais que l'amour est en même temps d'ici-bas et d'ailleurs ? Et que même la mort ne retranche pas son étreinte.

Pourquoi dans son face à face avec la mort, notre dernier grand écrivain n'invoque-t-il pas le visage et la présence de ceux qu'il porte en lui ? J'ose la réponse que Charles Maurras s'est faite à lui-même ou que Gabriel Marcel a sans cesse développée au long de son œuvre. L'amour exige la présence qui est immortalité. Aimer quelqu'un c'est lui dire : toi, tu ne mourras pas. Et pour citer encore Gabriel Marcel : « S'il y a en moi une certitude inébranlable, c'est qu'un monde déserté par l'amour ne peut que s'engloutir dans la mort, mais c'est aussi que là où l'amour subsiste, là où il triomphe de tout ce qui tend à le dégrader, la mort ne peut pas ne pas être en définitive vaincue. »

A la souffrance, la réponse humaine peut être la fraternité. Mais à la mort, il n'est qu'une seule réponse qui révoque l'impensable, c'est celle de l'amour.

Gérard LECLERC

André Malraux : *Lazare*, Gallimard.